



Les enchères montent

LE DÉROULEMENT DE LA CRISE CAPITALISTE ET LA DYNAMIQUE DE LUTTE DE MASSE QU'ELLE ENGENDRE

Christakis Georgiou

L'élément structurant de la situation politique actuelle, en France et en Europe, et aux États-Unis, est la généralisation de l'austérité et des attaques contre les organisations des travailleurs qui accompagnent cette généralisation. Évidemment, l'austérité est le résultat de la crise du capitalisme déclenchée en 2007 et qui, ayant traversé plusieurs phases, continue encore aujourd'hui.

Le NPA a saisi cet aspect des choses, et s'apprête à mener une campagne électorale très justement axée autour du mot d'ordre « nous ne paierons pas leur crise » et déclinée par l'opposition inconditionnelle aux mesures d'austérité et par la revendication d'annulation de la dette publique.

Cependant, l'appréciation dominante de la situation dans le NPA mésestime sérieusement la dynamique générale déclenchée par la tentative des classes capitalistes d'attaquer le niveau de vie des travailleurs. La résolution politique du Conseil Politique National des 26 et 27 mai résumait les choses comme suit :

« Face à l'approfondissement de la crise et à la « guerre sociale » menée par les classes dominantes, des luttes et des résistances se développent : États-Unis, Allemagne, Portugal... Mais elles ne se traduisent pas, pour le moment, ni par une mise en échec des plans d'austérité et un changement de rapport de forces ni par un renforcement de la gauche radicale ou même de la social-démocratie. Partout en Europe, on voit la montée et le développement de la droite extrême, raciste et nationaliste. »

Le principal défaut de cette analyse, à part les erreurs factuelles qu'elle commet (il est faux d'écrire que « partout en Europe » les fascistes gagnent du terrain, tout comme il aurait fallu prendre acte que dans une série de pays européens, la dynamique électorale est favorable à la gauche), est de ne pas insister sur la dynamique ascendante du développement des résistances et de ne pas noter que leur principale conséquence est l'approfondissement d'une crise politique qui frappe désormais la totalité des pays capitalistes avancés.

De mauvaises analyses découlent de mauvaises interventions dans le mouvement réel. Dans l'éditorial du dernier numéro de la revue *Que Faire ?*¹, Vanina Giudicelli a argumenté que la crise du NPA provenait d'abord et avant tout d'une focalisation débilite sur les questions électorales. Or, si la tonalité du moment est le développement des résistances de masse, il s'en suit presque mécaniquement que notre priorité politique doit être l'intervention dans ces mouvements et la défense d'une politique anticapitaliste d'ensemble, à la fois fournissant des réponses aux questions politiques soulevées dans les mouvements (d'où vient la crise, qui en paie les frais) et des perspectives stratégiques (comment faire pour stopper l'austérité aujourd'hui, comment se débarrasser du système demain). Et l'intervention sur le terrain électoral doit être pensée comme un outil pour remplir ces tâches et pas uniquement comme une plateforme du haut de laquelle nous propageons nos idées.

Le déroulement de la crise économique

L'été 2011 aura été le moment d'un changement important dans le développement de la crise économique. D'une part, la concomitance de la crise de la dette souveraine qui frappe l'eurozone et des négociations dramatiques à Washington sur le relèvement du plafond de la dette publique suivies par la dégradation de la note des États-Unis, et la multiplication, d'autre part, des signes d'un retournement de la conjoncture économique,

ont fait prendre conscience aux investisseurs financiers et aux commentateurs que le pire est à venir.

Le déroulement de la crise qui mène de l'éclatement de la bulle immobilière américaine à la crise de la dette souveraine est désormais bien maîtrisé et il n'y a pas besoin de le retracer ici². Il suffit de rappeler qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle crise mais d'une nouvelle phase de la même grande crise commencée en 2007. Les problèmes de fond (faible rentabilité, endettement massif, faiblesse de l'investissement, etc.) ne sont pas résolus mais se manifestent d'une façon différente, et ce d'autant plus que le système n'a pas été « purgé » par le biais d'une dépression profonde.

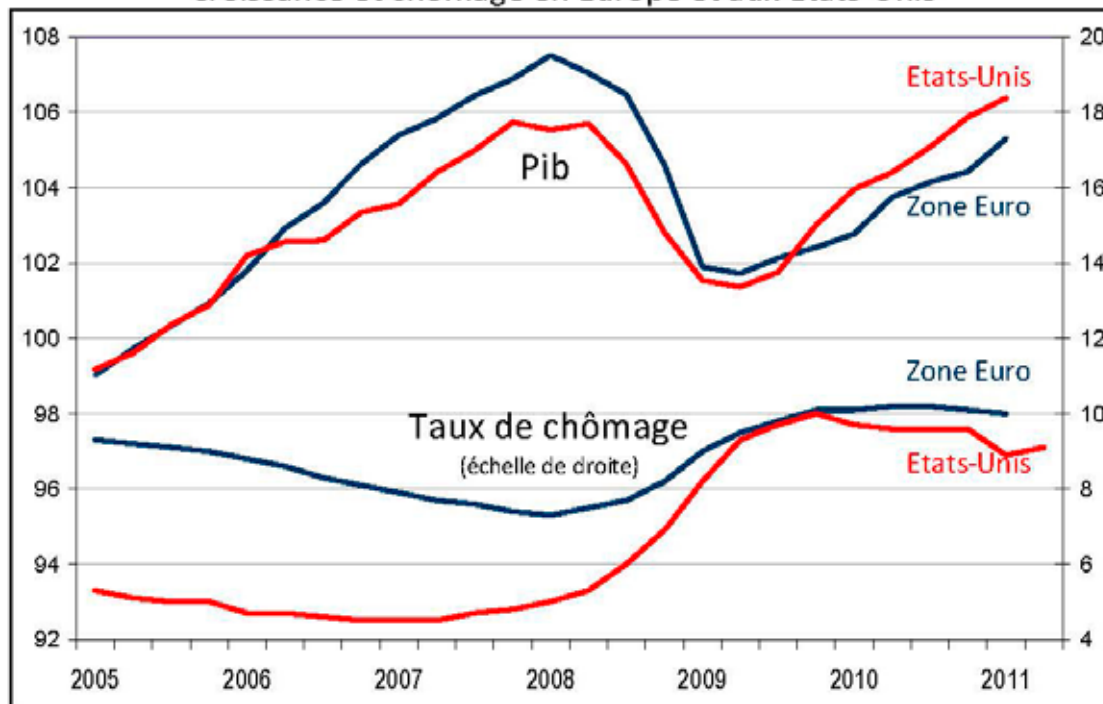
Si les sauvetages des banques ont empêché une dépression de l'ampleur de celle des années trente, ils n'ont pas fait repartir l'économie mondiale sur des bases solides. La reprise a été très faible et ces derniers mois les signes se sont multipliés que même cette faible reprise touchait à sa fin.

D'abord aux États-Unis, cœur de l'économie mondiale, le PIB a à peine retrouvé le niveau du pic atteint avant la Grande Récession en 2008. Quant à la zone euro, elle traîne toujours les pieds, certains pays ayant rattrapé leur niveau d'avant crise (Allemagne notamment et la France légèrement en dessous) mais d'autres restant loin derrière (Italie, Espagne ou encore le Royaume-Uni en dehors de la zone euro). Enfin, pour ce qui est des pays capitalistes avancés, le Japon est

Si la tonalité du moment est le développement des résistances de masse, il s'ensuit presque mécaniquement que notre priorité politique doit être l'intervention dans ces mouvements et la défense d'une politique anticapitaliste d'ensemble



Croissance et chômage en Europe et aux Etats-Unis



Source : OCDE

retombé en récession après la catastrophe de Fukushima en février dernier³. La faiblesse de la reprise de la croissance avait par ailleurs été sérieusement sous-estimée aux États-Unis comme l'ont montré les révisions des chiffres publiées par le Bureau of Economic Analysis américain en début août⁴.

La situation de l'emploi est très parlante également. Le graphique ci-dessus montre que la flambée du chômage qui a suivi le début de la crise n'a pas du tout été résorbée. De plus, si aux États-Unis on peut constater un faible recul entre le début de 2010 et l'été 2011 du chômage, celui-ci est dû essentiellement aux radiations des chômeurs des listes des personnes recherchant un emploi⁵. Et les dernières données disponibles sur l'emploi américain confirment l'idée que la reprise touche à sa fin, puisque au mois d'août, pour la première fois depuis septembre 2010, l'économie américaine a créé zéro emploi net⁶.

La faiblesse de la reprise devient encore plus évidente lorsqu'on la compare à celles qui ont suivi les dernières crises conjoncturelles aux États-Unis. Le graphique ci-après⁷ compare la reprise de l'emploi durant les récessions de 1974-76, 1981-83, 1990-93, 2001-05 et celle actuelle. Non seulement la flambée du chômage a été deux à trois fois plus importante cette fois-ci, mais sa résorption est beaucoup plus lente.

Il y a une partie importante de l'économie mondiale qui continue à croître évidemment, que les commentateurs bourgeois appellent « marchés émergents », notamment la Chine. Mais comme on verra un peu plus loin à propos de la Chine, leur performance repose sur des fondements très fragiles qui risquent de s'écrouler assez rapidement.

La reprise est non seulement faible mais,

surtout, fragile. La crise de la dette souveraine est la plus grande menace qui pèse sur la reprise. Elle est l'expression concentrée de la crise structurelle qui touche le capitalisme depuis le milieu des années soixante-dix, crise que l'on a tenté de contourner en ayant recours à un endettement massif qui a conduit d'une bulle spéculative à l'autre⁸.

C'est en Europe que la crise de la dette souveraine s'est d'abord manifestée. Cela tient au caractère inachevé du processus d'intégration européenne qui fait que la zone euro – une union monétaire – ne s'appuie pas sur une union fiscale⁹. Il n'y a pas ici l'espace pour analyser de plus près cette crise. Il suffit de dire que depuis des pas ont été faits qui vont dans le sens d'une intégration fiscale¹⁰, et que d'autres seront faits encore puisque ceux faits jusque là ne suffisent pas. Entretemps, la crise perdure et en plus, la crise bancaire européenne n'a jamais vraiment été résolue. C'est ce que révèle clairement la bagarre déclenchée entre le FMI et les dirigeants européens après les déclarations de la nouvelle directrice du fonds, Christine Lagarde, quant au besoin de substantiellement recapitaliser les banques européennes.

Mais la fragilité de la reprise tient également à la fragilité de la croissance chinoise, laquelle agit comme une locomotive pour toute une série de pays en dehors du cœur du capitalisme avancé comme le Brésil, la Russie, les exportateurs pétroliers etc. qui fournissent la Chine en matières premières, mais aussi pour l'Allemagne qui lui fournit des biens d'équipement. En juillet, la Banque Centrale Chinoise a relevé ses taux directeurs pour la cinquième fois en huit mois pour tenter de contrer les tensions inflationnistes provenant de la hausse

1. Vanina Giudicelli « Les deux âmes du NPA », Que faire ? 7, nouvelle formule, <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-no07-juillet-aout-2011/article/les-deux-ames-du-npa>.

2. Voir l'excellent article d'Isaac Joshua « Crise : Heure de vérité » pour plus de détails sur cette question. Disponible en ligne <http://www.npa2009.org/content/crise-1%E2%80%99heure-de-v%C3%A9rit%C3%A9>.

3. Voir Michel Husson « Une crise sans fond », <http://www.npa2009.org/content/une-crise-sans-fond>, d'où le graphique est également tiré.

4. Massimo Prandi « La faiblesse de l'économie américaine se confirme au deuxième trimestre », *Les Échos*, 1^{er} août, 2011.

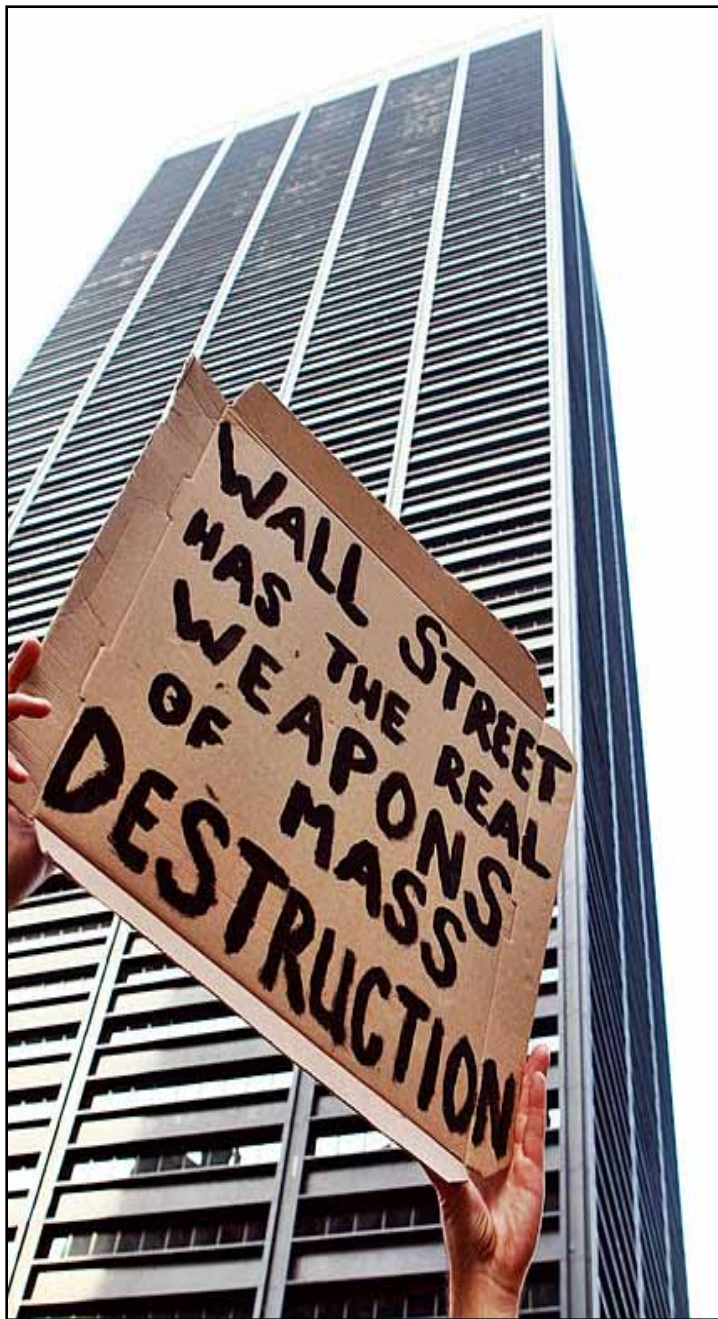
5. Gary Lapon « The Jobs Meltdown », *Socialist Worker* (US), <http://socialistworker.org/2011/07/11/the-jobs-meltdown..>

6. Pierre de Gasquet « L'économie américaine a créé zéro emploi net en août », *Les Échos*, 2 septembre 2011.

7. Tiré de David McNally « And They Call This a Recovery? », <http://davidmcnally.org/?p=391>.

8. Par exemple, Elena Moya « \$2tn debt crisis threatens to bring down 100 US cities », *The Guardian*, 20 Décembre 2010 ou Phillip Inman « US municipal bonds may tip cities into bankruptcy », *The Guardian*, 28 Juillet, 2011.

9. Sur cette question, voir mon article « The euro crisis and the future of European integration », *International Socialism Journal* 128, <http://www.isj.org.uk/index.php4?id=682&issue=128>.



De la crise économique à la crise politique

Le déroulement que je viens de décrire ne s'est pas fait sans laisser de trace sur le paysage politique. Bien au contraire. Il a déjà généré les débuts d'un processus de crise politique profonde et de développement de résistances de masse.

Commençons d'abord par l'approfondissement de la crise politique. Aux États-Unis, les espoirs déçus par Obama après deux ans à la Maison Blanche ont conduit à un ras de marée républicain lors des élections de mi-mandat en Novembre 2010. Premier effet de la crise, ce ras de marée a vu un contingent très significatif de supporteurs du mouvement « Tea Party » s'installer au Capitole à Washington. Leur orientation principale est de pousser l'offensive de l'austérité aussi loin que possible. Et ils ont jusqu'ici saisi toute opportunité pour le faire. D'abord, au printemps, le gouverneur républicain du Wisconsin a déclenché le plus important mouvement de contestation ouvrière des dernières décennies aux États-Unis par son offensive contre les syndicats du secteur public. Des mesures similaires, provoquant des mouvements de moindre ampleur, ont été prises dans d'autres états voisins. Mais le bras de fer entre les républicains et les démocrates à propos de la question du relèvement du plafond de la dette fédérale a été

Il ne s'agit pas d'une nouvelle crise mais d'une nouvelle phase de la même grande crise commencée en 2007

des cours des matières premières. Or, ces relèvements sont dangereux pour deux raisons : la première est que la croissance a décéléré ces derniers mois (et donc les relèvements appuieront le ralentissement), et la deuxième est qu'ils pourraient provoquer l'éclatement de la bulle immobilière provoquée par l'énorme plan de relance mis en place par les autorités chinoises en 2009 pour stopper la récession. Plus inquiétant encore, le plan de relance a aggravé un problème larvé de surproduction en Chine. Selon l'économiste Nouriel Roubini :

« En raison de l'explosion des investissements fixes, en 2009 la Chine a évité une grave récession, contrairement au Japon, à l'Allemagne et aux autres pays émergents d'Asie. Ceci dit, la part des investissements fixes dans le PIB a continué à grimper en 2010-2011 pour approcher 50%.

Mais il est impossible à un pays quel qu'il soit d'être dynamique au point de réinvestir

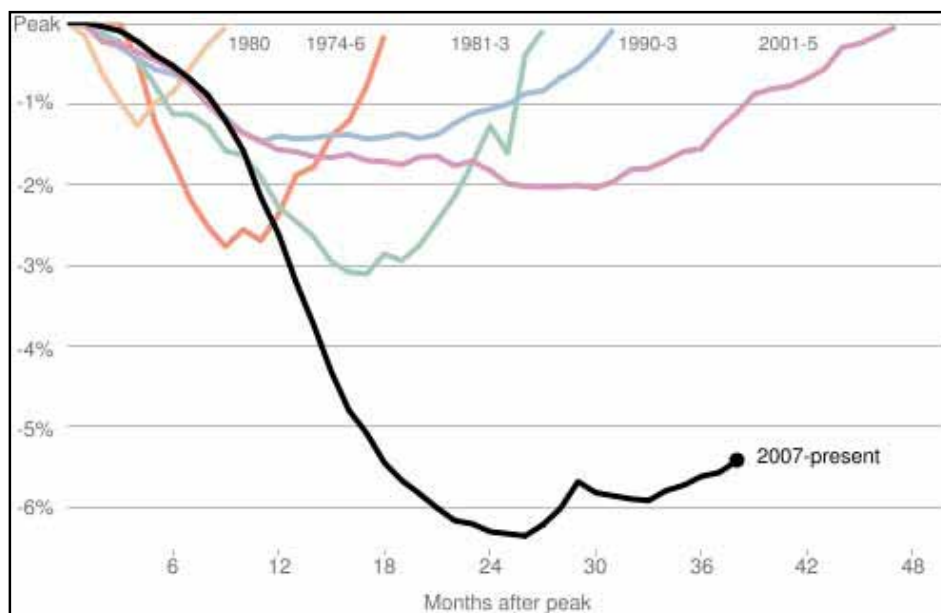
la moitié de son PIB dans la production sans finalement être confronté à une énorme surcapacité et à un problème crucial de crédits en défaut de paiement. La Chine connaît un excès de capitaux physiques, d'infrastructures et de constructions...

En fin de compte, très probablement après 2013, la Chine devra faire face à un atterrissage brutal. Toutes les périodes d'investissement excessif – en particulier dans les années 1990 en Asie de l'Est – se sont terminées par une crise financière et/ou une longue période de faible croissance. »¹¹

Enfin, la dernière source de fragilité tient aux mesures d'austérité prises pour endiguer la crise de la dette souveraine. Les pays où ces mesures ont été les plus dures – Grèce et Irlande – ne sont jamais sortis de la récession. Ils préfigurent les effets qu'aura la généralisation des mesures d'austérité sur l'économie mondiale dans son ensemble.

le signe le plus évident d'une paralysie politique périlleuse pour la première puissance de la planète. La dégradation de la note des États-Unis qui a suivi par l'agence de notation Standard and Poor's a été justifiée en partie à cause de cette crise politique. Les agences de notation étant les porte-paroles des investisseurs financiers internationaux, le signal adressé aux politiciens était que cette crise ne devait pas durer. Mais pour le moment, elle n'a été que reportée puisque le relèvement du plafond de la dette s'est fait sur la base d'un accord qui prévoit que les deux partis se mettront d'accord dans les mois qui viennent sur les mesures d'austérité à adopter. Ce qui promet de faire ressurgir la crise politique aux États-Unis.

De ce côté-ci de l'Atlantique, la situation est plus variée. Les différents gouvernements des états européens sont plus ou moins plongés dans la crise politique en fonction de la gravité de la situation de leurs finances publiques. Le gouvernement grec est plusieurs fois arrivé au bord – et même au-delà le 15 juin 2011¹². Il y a d'autres signes de la crise politique : un sondage publié le 14 juillet 2011 par le journal Kathimerine



Le bras de fer entre les républicains et les démocrates à propos de la question du relèvement du plafond de la dette fédérale a été le signe le plus évident d'une paralysie politique périlleuse pour la première puissance de la planète

(conservateur) indiquait que si des élections étaient tenues aucun des deux grands partis ne pourrait former de gouvernement. Le sondage indiquait que 38% des électeurs s'abstiendraient et que les intentions de vote pour le PC et la coalition de gauche radicale Syriza additionnées s'élevaient à 20,5%¹³.

En Irlande, les élections législatives de février dernier ont vu le parti au gouvernement – Fianna Fail – essuyer une défaite cinglante mais aussi l'entrée de cinq membres de la coalition de gauche radicale United Left Alliance au parlement. Et au Portugal, le gouvernement social-démocrate de José Socrates a dû démissionner à la fin mars après avoir été incapable de trouver une majorité parlementaire pour faire adopter un quatrième paquet de mesures d'austérité.

Dans les grands pays d'Europe la situation n'est guère plus facile. Le PSOE espagnol a essuyé une dure défaite aux élections locales du mois de mai alors que Berlusconi en Italie a été battu lors des élections municipales et du scrutin référendaire du mois de juin. Son gouvernement s'enlise dans une guerre interne qui l'oppose à son ministre des finances et dont l'objet est l'ampleur des mesures d'austérité.

Le changement a été le plus impressionnant en Grande Bretagne. Les événements de cette année (mouvement étudiant, manifestation syndicale et grève dans la fonction publique, scandale des écoutes téléphoniques, émeutes estivales) ont énormément fragilisé le gouvernement de coalition et changé l'ambiance dans le pays d'Europe occidentale avec la plus faible tradition de contestation politique ces dernières décennies. En Allemagne, le partenaire de la CDU d'Angela Merkel au gouvernement, le FDP, s'est effondré en passant en dessous des 5% d'intentions de votes nécessaires pour entrer au parlement, alors que la CDU/CSU est à 32% d'intentions de vote. Le SPD, les Verts et Die Linke totalisent près de 60%. Dans ces conditions, le gouvernement conservateur actuel n'a aucune chance d'être reconduit lors des prochaines

législatives en 2013. Pire dans l'immédiat, la base politique sur laquelle s'appuie le gouvernement allemand se rétrécit jour après jour, puisque les dissensions à droite sur la gestion par Merkel de la crise de l'euro vont s'agrandissant.

Enfin, en France, Sarkozy se trouvait au plus bas des sondages après le mouvement de l'automne 2010, ce qui a alimenté tout le jeu autour de l'autonomisation politique des centristes qui risque de remettre en cause sérieusement l'alliance du centre et de la droite que représente l'existence de l'UMP dans sa forme voulue par Jacques Chirac en 2002 lorsqu'il a fusionné le RPR et l'UDF. A moins des institutions bonapartistes de la Ve République, on imagine mal comment son gouvernement aurait tenu.

La crise politique se développe en parallèle avec les résistances de masse. La succession des grèves générales en Grèce est le pic d'un iceberg qui cache derrière lui le réveil d'une série de mouvements ouvriers dans les différents pays européens. Au quatrième trimestre de 2010, l'Espagne et le Portugal ont été secoués par des grèves générales. En Espagne la participation a atteint les 70%. Et le mouvement des indignés qui a fait littéralement irruption dans le paysage politique à la fin mai a confirmé que la combativité ne s'était pas évanouie, quoi qu'en disent les bureaucrates syndicaux. Par ailleurs, le caractère internationalement contagieux du mouvement ascendant de résistance a bien été souligné par le mimétisme entre la Puerta del Sol et la Place Tahrir, mais aussi par l'apparition dans les jours suivants d'un mouvement des indignés en Grèce.

Il n'y a pas vraiment besoin de revenir sur le mouvement de l'automne dernier en France. Son caractère massif et son rythme très soutenu (huit journées de grève générale en l'espace de deux mois) montrent qu'il s'agissait d'un pas en avant par rapport au précédent affrontement de même proportion – le mouvement contre le CPE au printemps 2006. Le fait que sur le plan revendicatif il

10. La décision du sommet du 21 juillet 2011 de permettre au Fonds Européen de Stabilité Financière d'acheter de la dette souveraine européenne – même sur le marché secondaire – et d'intervenir pour recapitaliser les banques européennes est bien plus importante que ce qui a été noté jusqu'ici par la plupart des commentateurs – bourgeois ou de notre camp. En effet, elle ouvre la porte à une mutualisation des dettes européennes. Il est difficile de voir comment, après avoir fait ces timides pas en avant, la bourgeoisie allemande – dont dépend la décision d'aller de l'avant – reviendra en arrière. En réalité, toute la séquence de la crise de la dette souveraine consiste en un marchandage de la part de la bourgeoisie allemande pour imposer une intégration fiscale à ses propres termes, mais aussi pour surmonter les résistances domestiques à cette dernière. Les sceptiques peuvent méditer les lignes suivantes : « La majorité conservatrice au pouvoir à Berlin, bien consciente du fait que traîner des pieds face à l'option des euro-obligations permettrait à l'Allemagne d'imposer ses conditions dans le cadre de négociations avec ses partenaires, pourrait faire volte-face. Surtout que dans les rangs des milieux d'affaires, proches de la CDU, on réclame de plus en plus ouvertement la création d'obligations européennes. « Nous avons besoin d'euro-obligations qui porteraient le seau allemand, explique Anton Börner, président de la fédération des exportateurs allemands BGA. Il faut adopter des mesures dures au sein de la zone euro : un frein constitutionnel pour interdire les déficits excessifs, la modernisation des administrations, une flexibilité accrue des marchés du travail, des investissements massifs dans la formation. Et il ne faut plus tabouiser les hausses d'impôts. Toute autre solution que les euro-obligations nous coûtera au final plus cher. » » Nathalie Versieux « L'opposition allemande à la création d'obligations européennes se fissure », *Le Temps*, 17 août 2011.

11. Nouriel Roubini « La Chine va perdre le pari de la croissance », *Le Cercle Les Échos*, <http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/international/221134547/chine-va-perdre-pari-croissance>.

12. Cf. l'interview de Nicos Loudos dans ce numéro.

13. « Poll shows growing rejection of parties », *Ekathimerini*, http://www.ekathimerini.com/4dcgi/_w_articles_ws1e1_1_14/07/2011_398425.

Le caractère internationalement contagieux du mouvement ascendant de résistance a bien été souligné par le mimétisme entre la Puerta del Sol et la Place Tahrir

n'y a pas eu victoire n'a pas du tout brisé l'élan ; en témoigne la vague impressionnante de grèves – très souvent offensives – répertoriée par Jean-Marc Chastaing¹⁴.

Les deux pays où le réveil a été le plus spectaculaire – et le plus attendu – ont été les États-Unis et la Grande Bretagne. Comme l'a écrit Lee Sustar de l'ISO américaine, « le soulèvement du Wisconsin a souligné le degré de radicalisation ouvrière sous l'impact d'une crise économique prolongée et d'attaques incessantes contre les salaires, les allocations, les conditions de travail et les droits syndicaux. Le mouvement ouvrier US, utilisé comme un sac de boxe par les républicains et comme une vache à lait passive par les démocrates, a soudainement commencé à s'agiter... Les médias dominants ont bien été obligés d'admettre que les manifestations du Wisconsin sont la preuve que le « géant endormi » des syndicats américains s'est réveillé »¹⁵. Le timing est parfait, puisque l'offensive de l'austérité aux États-Unis vient à peine de commencer.

En Grande Bretagne, alors qu'il y a un an la perspective offerte par les bureaucraties syndicales était une manifestation nationale pour six mois plus tard, aujourd'hui elles préparent une grève pour l'automne qui pourrait voir quatre millions de travailleurs faire grève contre la réforme des retraites. Si la jeunesse espagnole a fait irruption sur la scène politique en occupant des places, la jeunesse britannique l'a fait en occupant le quartier général du parti conservateur, la Millbank Tower au cœur de Londres, ou en organisant les émeutes les plus dures depuis l'été de 1981¹⁶. Et la grève très réussie de la fonction publique du 30 juin dernier a été l'autre élément qui explique le basculement.

Si la Grèce est le pic d'un iceberg qui cache les résistances face à l'offensive de l'austérité dans le monde capitaliste avancé, la place Tahrir a été le pic d'un iceberg qui cache une série de luttes dans le monde capitaliste « en voie de développement » contre l'inflation mais aussi contre les régimes antidémocratiques présidant sur la misère des travailleurs de ces pays. Les révolutions arabes ont été déclenchées par l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur le pouvoir d'achat de ces travailleurs. Et même la Chine est touchée par cette dynamique. En avril, les camionneurs ont bloqué le port commercial de Shanghai pour protester contre la hausse du prix du carburant et début août les chauffeurs de taxi de la ville de Hangzhou ont fait grève pour demander une hausse des tarifs pour compenser les effets de l'inflation. Le régime de Beijing est très nerveux quant au potentiel déstabilisateur de cette dynamique. Depuis plus d'un an la situation sécuritaire a

connu un nouveau tour de vis dans le pays, comme en a pu témoigner la répression des timides tentatives d'imiter le printemps arabe en organisant des « révoltes du jasmin » au printemps dernier.

Quelques caractéristiques

Les résistances se développent donc. Mais on peut relever quelques caractéristiques plus spécifiques de cette vague ascendante.

- La première caractéristique est l'existence de pays « avant-gardistes » (France et Grèce notamment). D'autres pays européens ont subi pendant la crise des ravages similaires à ceux subis par la Grèce – notamment en Europe de l'est – mais la réaction des travailleurs n'a pas du tout été similaire à celle des travailleurs grecs. En fait, la résistance de ces derniers ne vient pas de nulle part. Les travailleurs grecs ont été parmi les premiers à rejoindre le mouvement de remontée des luttes qui caractérise la période actuelle. Il en va de même pour les travailleurs français¹⁷. De façon générale, les endroits où le processus de radicalisation a commencé le plus tôt sont aussi les endroits où les résistances sont les plus fortes aujourd'hui.

- La deuxième caractéristique est l'explosivité et la turbulence de la situation. Qui aurait pu prédire le Wisconsin, les émeutes de Millbank ou les indignés espagnols ? Cette explosivité caractérise très souvent les premiers pas du mouvement de résistance. Elle va de pair avec la redécouverte des capacités à se battre. Et stimule le débat stratégique





longtemps enterré dans les pays ayant subi les plus fortes défaites lors des années quatre-vingt. Après le Wisconsin, pour la première fois depuis des décennies, un débat a eu lieu dans la gauche américaine sur la possibilité d'une grève générale¹⁸.

- La troisième caractéristique s'ensuit de la deuxième. Là où la confiance est le plus développée, le rôle conservateur des bureaucraties syndicales et des autres institutions de médiation entre les classes (le réformisme organisé) apparaît de plus en plus ouvertement.

- Tous ces développements se font sur fond de polarisation sociale et politique. Dans l'avalanche d'événements des derniers mois, il y a aussi eu l'assassinat de masse en Norvège par Anders Breivik et l'agitation autour du succès sondagier de Marine Le Pen en France. Les deux sont de nature assez différente mais témoignent tout de même des espaces dont disposent les fascistes.

- Dernière caractéristique, le climat idéologique est très fluide. Les grandes idéologies du XXe siècle ne structurent plus de façon déterminante les aspirations et les luttes des masses. Dans les révolutions arabes, aucune des trois grandes idéologies du passé (libéralisme politique, panarabisme, communisme) ne domine, ni d'ailleurs l'islamisme. En Europe, l'idéologie du mouvement ouvrier (le socialisme) n'est plus hégémonique dans

les mouvements de contestation. En témoigne le mouvement des indignés espagnols et grecs et sa méfiance vis-à-vis les organisations de gauche.

Ce tableau très lapidaire est très fluide. Au moment où il était conçu une relative accalmie régnait sur les marchés financiers. Au moment où il est achevé de rédiger, la peur d'une nouvelle récession est bien installée et la crise bancaire en Europe ressurgit¹⁹. Et au moment de l'impression de la revue les choses auront certainement encore évolué.

Mais le constat le plus important politiquement que nous pouvons faire aujourd'hui est que nous n'en sommes qu'au début du processus de radicalisation et de crise politique. Celui-ci s'accélérera sérieusement lorsque le double-dip (la deuxième récession) deviendra réalité, ce qui ne saurait tarder. L'austérité se mêlera à de nouveaux licenciements et fermetures d'usines, la crise de la dette souveraine s'aggravera qualitativement et l'effondrement d'une ou plusieurs grandes institutions financières sera probable.

Dans cette situation historique, le potentiel de développement d'un projet politique anticapitaliste de masse n'a jamais été aussi grand. Comprendre ceci est la première des conditions qui permettront de saisir les opportunités – très nombreuses – qui s'offriront à nous dans les mois et les années à venir. Par conséquent, l'audace s'impose. ■

Le soulèvement du Wisconsin a souligné le degré de radicalisation ouvrière sous l'impact d'une crise économique prolongée et d'attaques incessantes contre les salaires, les allocations, les conditions de travail et les droits syndicaux

14. Dans un document ayant circulé en interne au NPA intitulé « France : un vaste mouvement de grèves invisibles ».

15. Lee Sustar « The lessons of Wisconsin's labor revolt », *International Socialist Review* 77, <http://www.isreview.org/issues/77/analysis-wisconsin.shtml>.

16. Sur celles-ci, lire Chris Harman « The Summer of 1981: a post-riot analysis », *International Socialism Journal* n°14, <http://www.marxists.org/archive/harman/1981/xx/riots.html>. Sur celles-là, Brian Richardson « After the Riots », *Socialist Review* septembre 2011, <http://www.socialistreview.org.uk/article.php?articlenumber=11747>.

17. Cf. Denis Godard « 1995-2007 Les luttes en France : Nous n'en sommes qu'aux balbutiements », *Que faire ?* n°6, ancienne formule, <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-lcr-no06-septembre/article/1995-2007-les-luttes-en-france>.

18. Cf. par exemple, Peter Rothberg « Do We Need a General Strike? », *The Nation*, 10 Mars 2011, <http://www.thenation.com/blog/159152/do-we-need-general-strike>.

19. Cécile de Corbière « Le risque de faillite d'une grande institution financière européenne est réel », *Le Monde*, 7 septembre 2011.